



CONSULTATIONS BUDGÉTAIRES AUPRÈS DES ÉLÈVES

Rapport préliminaire

29 février 2024

Table des matières

Table des matières	1
Méthodologie	2
Principales conclusions	2
Les perspectives d'aujourd'hui et de demain	2
Coût de la vie	2
Répartition de la richesse	3
Environnement et changements climatiques	3
Couverture des soins de santé	3
Aide gouvernementale pour les jeunes Canadien.ne.s	4
<i>Accessibilité au logement</i>	4
<i>Éducation</i>	4
<i>Santé mentale</i>	4
Politique fiscale	5
Autres dépenses publiques	5
Confiance envers les institutions	5
Graphiques des résultats	6
Profil démographique (avant pondération)	22

Méthodologie

Entre le 23 novembre 2023 et le 29 février 2024, Vox Pop Labs et CIVIX ont collaboré avec des élèves du secondaire ainsi qu'avec leurs enseignant.e.s dans le cadre du programme national des Consultations budgétaires auprès des élèves de 2023-2023.

Les réponses au questionnaire en ligne des Consultations budgétaires de 1 932 élèves ont été prises en considération dans ce rapport. L'objectif est de fournir un aperçu préliminaire des opinions et des priorités de la prochaine génération d'électeur.rice.s canadien.ne.s. Les réponses au questionnaire seront collectées jusqu'à la présentation du budget en avril 2024.

Pour assurer la représentativité des résultats, les prévisions démographiques de *Statistique Canada* pour juillet 2021 (17-10-0005-01) ont été utilisées pour pondérer les données et ainsi refléter la répartition des répondants masculins et féminins de 12 à 18 ans au Canada.

Ce rapport comprend des réponses incomplètes, ce qui signifie que la taille des échantillons varie d'une question à l'autre. De plus, en raison de l'arrondissement des nombres, les pourcentages présentés dans ce document peuvent ne pas totaliser 100 % et ne pas refléter précisément les chiffres absolus.

Principales conclusions

Les perspectives d'aujourd'hui et de demain

Globalement, les élèves se montrent plus optimistes face à leur avenir personnel qu'à celui du Canada ou du monde. En effet, 74 % des élèves répondant.e.s sont modérément ou très optimistes quant à leur avenir, alors que seulement 43 % sont optimistes quant à l'avenir du Canada. Une portion encore plus faible de participantes (46 %) pensent que la qualité de vie des jeunes Canadien.ne.s sera pire que celle de leurs parents ([Figure 2](#)) et la moitié des élèves (50 %) pensent que l'économie canadienne sera un peu ou beaucoup moins bonne au cours des prochaines années ([Figure 3](#)).

Coût de la vie

La lutte contre la hausse du coût élevé de la vie est la priorité la plus importante pour les élèves ayant participé à la consultation budgétaire ([Figure 4](#)). Lorsque nous les avons interrogé.e.s sur l'impact des politiques gouvernementales sur la situation financière de leur famille, 64 % des élèves interrogé.e.s ont indiqué que les politiques n'ont pas fait beaucoup de différence. En revanche, près d'un tiers des participant.e.s (30 %) pensent que les politiques fédérales ont aggravé la situation financière de leur famille ([Figure 5](#)).

43 % participant.e.s pensent que les politiques du gouvernement fédéral sont davantage responsables de l'augmentation du coût de la vie que les prix abusifs demandés par les grandes entreprises ([Figure 27](#)). Moins de la moitié des élèves qui ont répondu (43 %) pensent que la meilleure façon de s'attaquer à la crise du coût de la vie est de réduire les impôts ([Figure 28](#)).

Répartition de la richesse

59 % des élèves participant.e.s croient que l'écart entre les plus riches et les plus pauvres est trop important, contre seulement 10 % qui croient le contraire ([Figure 6](#)). Un peu plus de la moitié des élèves interrogé.e.s (51 %) pensent que les personnes riches ont des obligations financières plus importantes que celles du reste de la population en matière d'aide aux personnes dans le besoin, contre 16 % qui ne sont pas d'accord ([Figure 7](#)). 62 % des participant.e.s pensent également que les grandes entreprises devraient payer un peu ou beaucoup plus d'impôts ([Figure 8](#)). En parallèle, moins de la moitié des élèves ayant participé (46 %) sont favorables à ce que le gouvernement garantisse un revenu minimum à tous.tes les Canadien.ne.s, qu'ils aient un emploi ou non ([Figure 9](#)).

Environnement et changements climatiques

La plupart des élèves ayant répondu (65 %) pensent que le Canada a la responsabilité de prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques, même si les plus grands émetteurs de gaz à effet de serre de la planète ne suivent pas son exemple ([Figure 10](#)). Cependant, lorsque les normes environnementales entraînent une augmentation des prix pour les consommateur.rice.s, seulement un tiers des élèves interrogé.e.s (37 %) supportent l'établissement de règles environnementales plus strictes ([Figure 11](#)). Les élèves interrogé.e.s ont également des opinions mitigées sur les efforts du

gouvernement pour se protéger contre l'augmentation de la gravité et de la fréquence des catastrophes naturelles au Canada. Notamment, 24% d'entre eux pensent que le gouvernement canadien n'en fait pas assez, contre 32% qui pensent le contraire ([Figure 12](#)).

Couverture des soins de santé

Les jeunes Canadien.ne.s sont très favorables à l'augmentation des investissements dans les soins de santé. Par exemple, 63 % des participant.e.s pensent que les soins dentaires devraient être couverts pour ceux qui n'ont pas d'assurance personnelle ([Figure 13](#)), et 66 % des élèves qui ont répondu pensent que le gouvernement devrait couvrir le coût des médicaments délivrés sur ordonnance pour tous.les Canadien.ne.s ([Figure 14](#)). Les répondant.e.s ont aussi manifesté un fort soutien pour l'augmentation du Transfert canadien en matière de santé. 67 % des élèves ayant répondu croient que le gouvernement fédéral devrait augmenter le montant d'argent transféré aux provinces et aux territoires pour les soins de santé ([Figure 15](#)).

Priorités pour les jeunes Canadien.ne.s

Lorsqu'on leur demande sur quels enjeux le gouvernement devrait se concentrer, les trois priorités les plus fréquemment choisies par les élèves ayant répondu sont la lutte contre le coût élevé de la vie, la construction de logements plus abordables et la priorité donnée aux soins de santé ([Figure 4](#)).

Accessibilité au logement

La construction de logements plus abordables est la deuxième priorité budgétaire la plus fréquemment choisie par les élèves ayant répondu ([Figure 4](#)). En fait, la plupart des participant.e.s (47 %) pensent que rendre les logements plus abordables est la mesure la plus importante que le gouvernement puisse prendre pour soutenir les jeunes Canadien.ne.s ([Figure 16](#)). Une majorité d'élèves ayant répondu (74 %) pensent également que l'accès à la propriété n'est plus une option pour la plupart des jeunes Canadien.ne.s ([Figure 17](#)), ce qui peut expliquer l'importance accordée par les répondant.e.s à l'accessibilité du logement en général. En ce qui concerne les politiques de logement plus spécifiques, 48 % des élèves interrogé.e.s ne sont pas d'accord avec l'idée

que les étranger.ère.s qui vivent à l'extérieur du pays devraient se voir interdire l'accès à la propriété au Canada, contrairement à 26 % qui pensent le contraire ([Figure 18](#)).

Éducation

Il est intéressant de noter que les efforts du gouvernement pour rendre l'enseignement postsecondaire plus abordable ne sont pas vraiment une priorité pour les jeunes Canadien.ne.s ayant répondu au questionnaire. Seulement 13 % des élèves interrogé.e.s pensent que l'accès à des études postsecondaire abordables est la mesure la plus importante que le gouvernement fédéral puisse prendre pour soutenir les jeunes Canadien.ne.s ([Figure 16](#)). Par ailleurs, 11 % des participant.e.s pensent que rendre plus facile la gestion de la dette étudiante est la mesure la plus importante que puisse mettre en place le gouvernement fédéral afin de soutenir les jeunes Canadien.ne.s ([Figure 16](#)). 36 % des élèves ayant répondu croient que l'éducation postsecondaire devrait être gratuite, même si cela entraîne une hausse des impôts pour tous.tes ([Figure 19](#)).

Santé mentale

Bien que seulement 9 % des élèves interrogé.e.s considèrent qu'un meilleur accès à un soutien en matière de santé mentale est la mesure la plus importante que le gouvernement fédéral puisse mettre en place pour aider les jeunes ([Figure 16](#)), plus des deux tiers (67 %) pensent que le gouvernement canadien devrait investir davantage dans les services de santé mentale ([Figure 20](#)).

Politique fiscale

Les élèves sont généralement divisé.e.s sur les dépenses publiques. Alors que 59 % des participant.e.s préfèrent des impôts plus faibles et moins de services publics, contre 41 % qui préfèrent des impôts plus élevés et davantage de dépenses publiques ([Figure 21](#)), plus de la moitié (58 %) sont incertain.e.s ou neutres quant à la réduction du déficit budgétaire fédéral au détriment des services publics ([Figure 22](#)).

Autres dépenses gouvernementales

Les élèves sont généralement partagé.e.s lorsqu'on leur demande combien d'argent le gouvernement fédéral devrait dépenser pour protéger la langue française au Canada.

Notamment, 36 % des élèves interrogé.e.s pensent que le montant actuel est sensiblement correcte, 31 % pensent qu'il faudrait dépenser moins d'argent, et 26 % pensent qu'il faudrait en dépenser plus ([Figure 23](#)).

44 % des élèves ayant répondu sont satisfait.e.s du montant actuel du financement que CBC/Radio-Canada reçoit du gouvernement, tandis que 30 % pensent qu'il devrait être réduit ([Figure 24](#)).

35 % des participant.e.s sont satisfait.e.s du montant actuel des dépenses consacrées à l'aide étrangère ([Figure 25](#)). 34 % d'entre eux pensent que le Canada n'en fait pas assez pour aider le peuple palestinien, quant à l'Ukraine, 22 %, et à Israël, 14 % ([Figure 26](#)).

Confiance envers les institutions

Les jeunes Canadien.ne.s ont un niveau de confiance élevé envers les employé.e.s du gouvernement, en particulier les médecins et les infirmier.ère.s (89 %), les enseignant.e.s (79 %), le personnel militaire (77 %), les responsables de la santé publique (73 %), et les forces de l'ordre (70 %) ([Figure 29](#)). En revanche, leur niveau de confiance envers les élu.e.s (27 %) et les médias d'information (36 %) est remarquablement faible ([Figure 29](#)). Moins de la moitié des élèves ayant participé (40 %) se décrivent comme assez ou très intéressé.e.s par la politique, contre 60 % qui ne sont pas très ou pas du tout intéressé.e.s par la politique (figure 30).

Graphiques des résultats

Figure 1 (Q14)

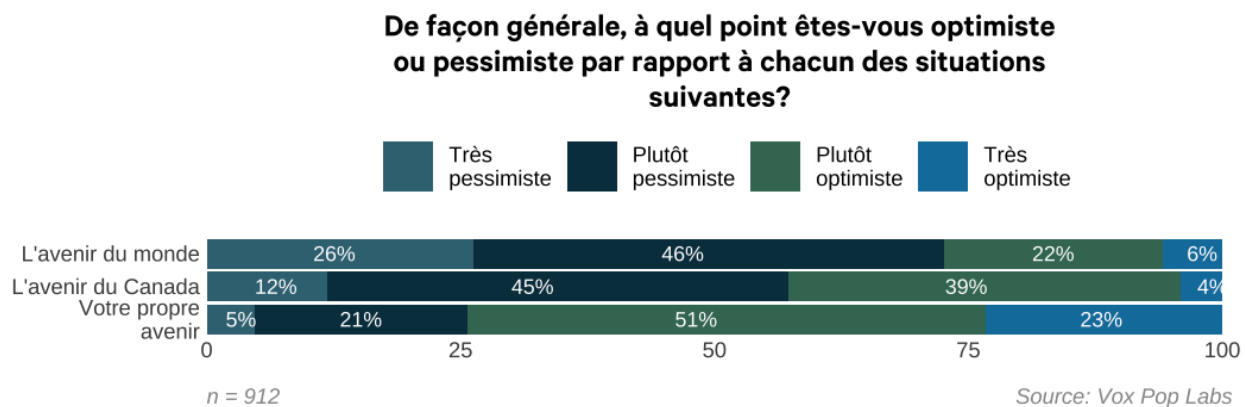


Figure 2 (Q7)

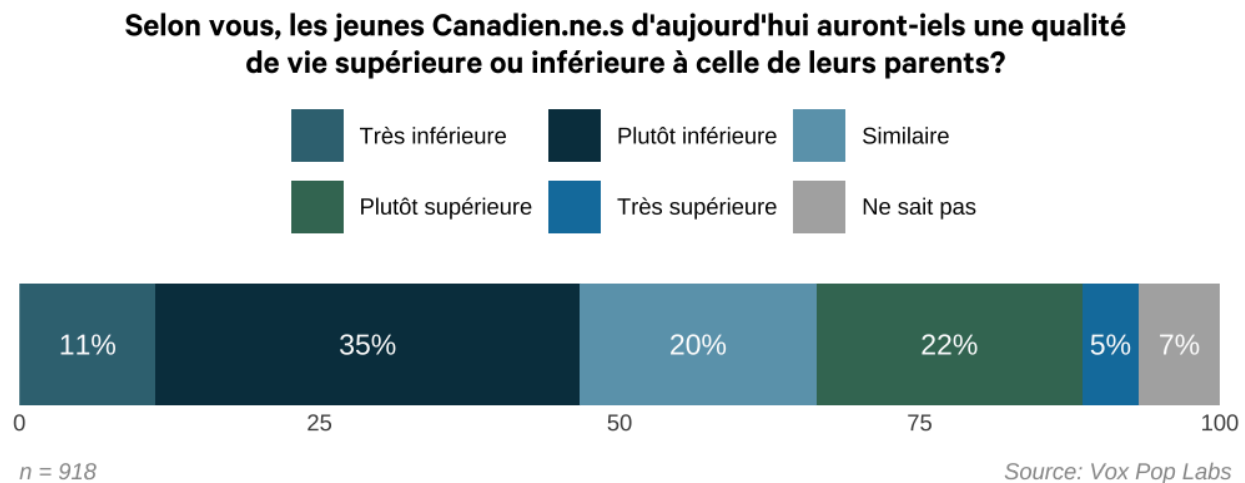


Figure 3 (Q16)

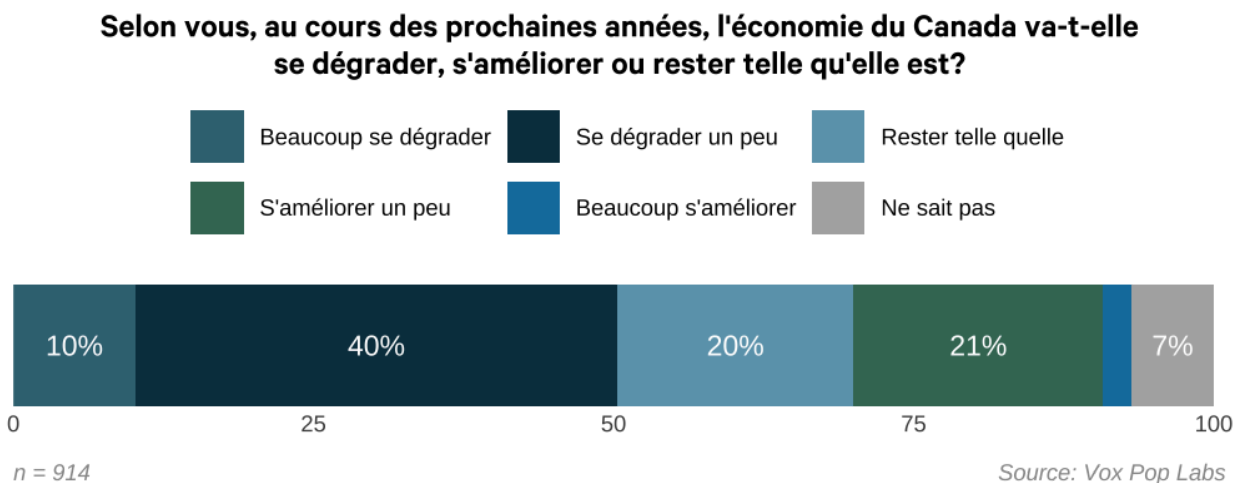


Figure 4 (Q91)

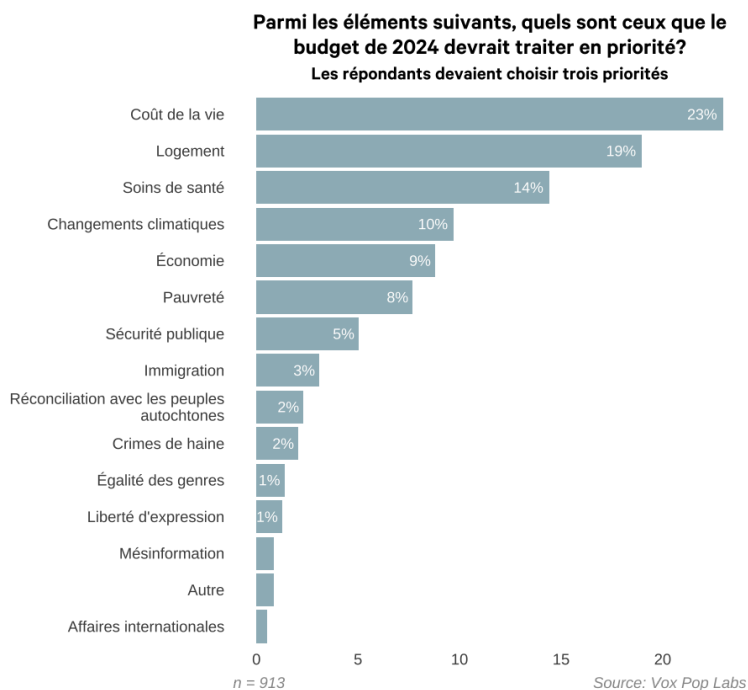


Figure 5 (Q11)

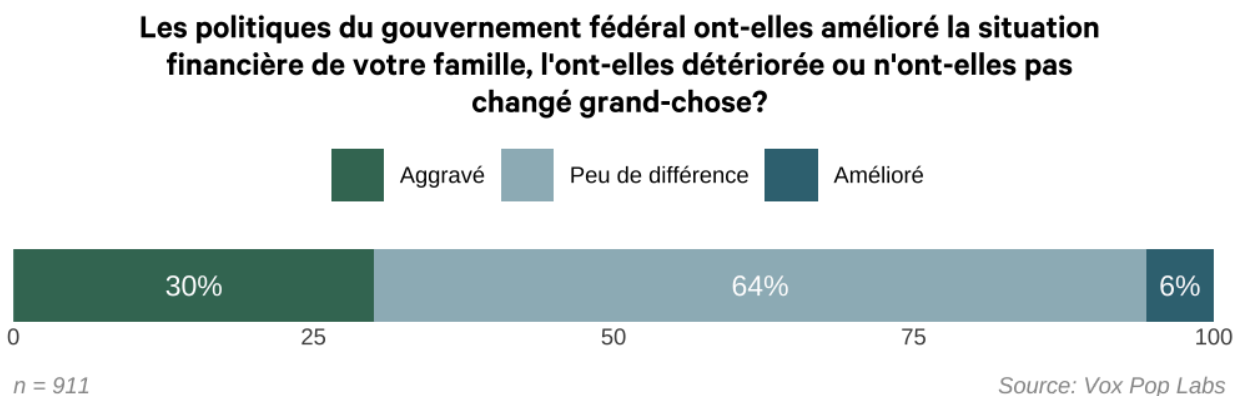


Figure 6 (Q85)

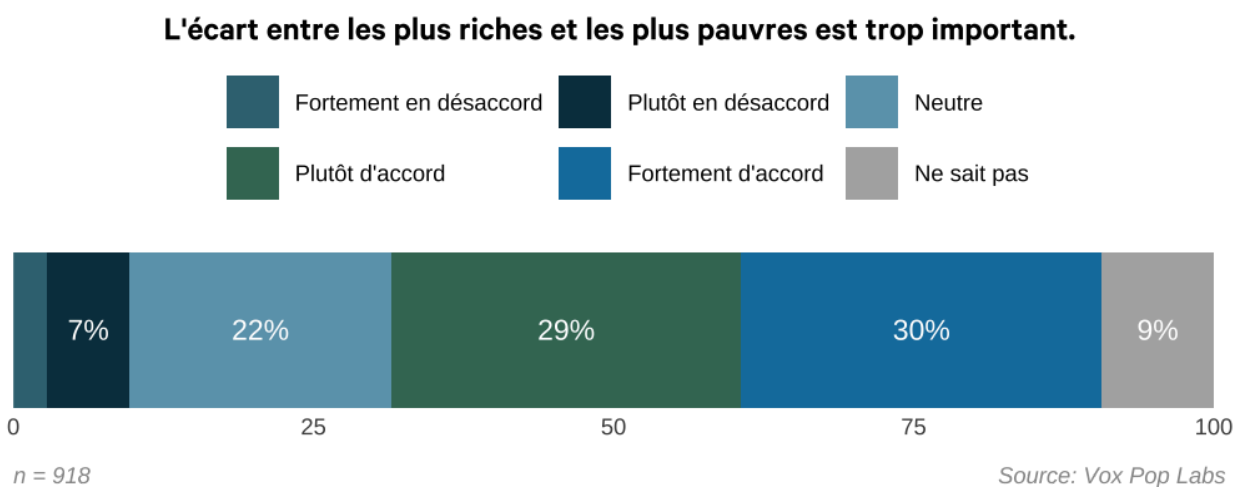


Figure 7 (Q49)

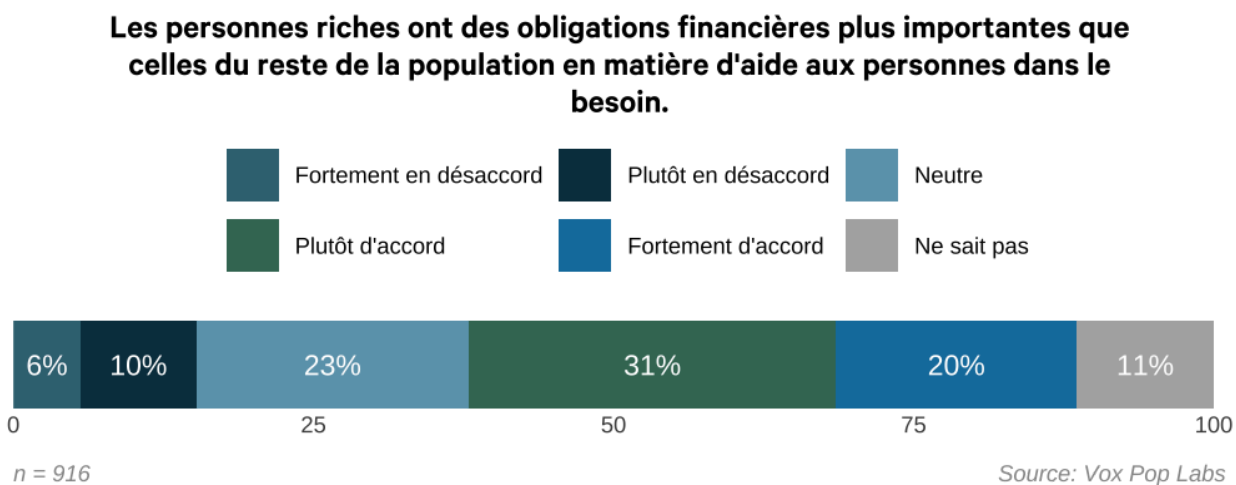


Figure 8 (Q46)

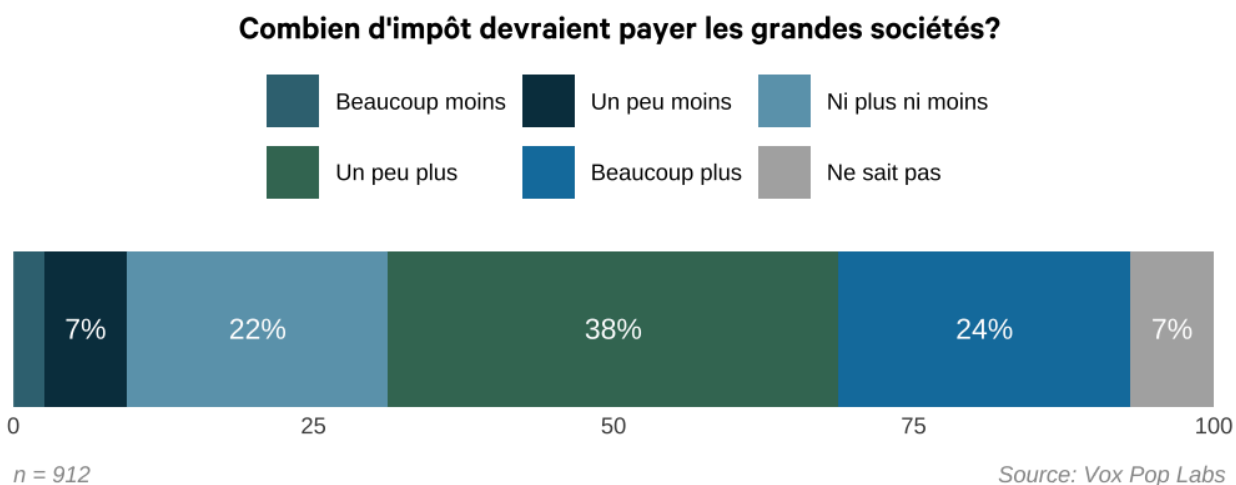


Figure 9 (Q64)

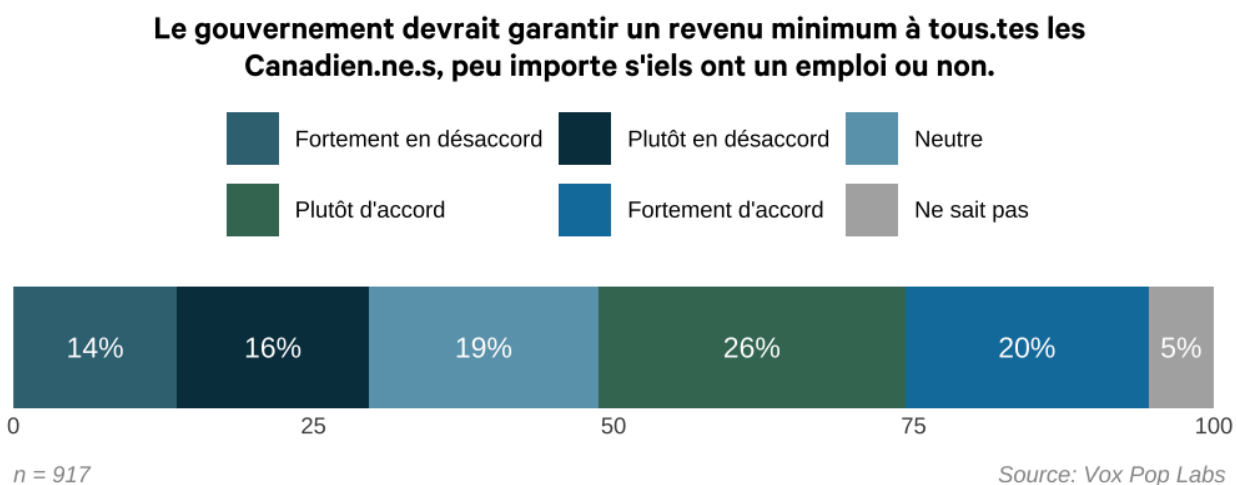


Figure 10 (Q37)

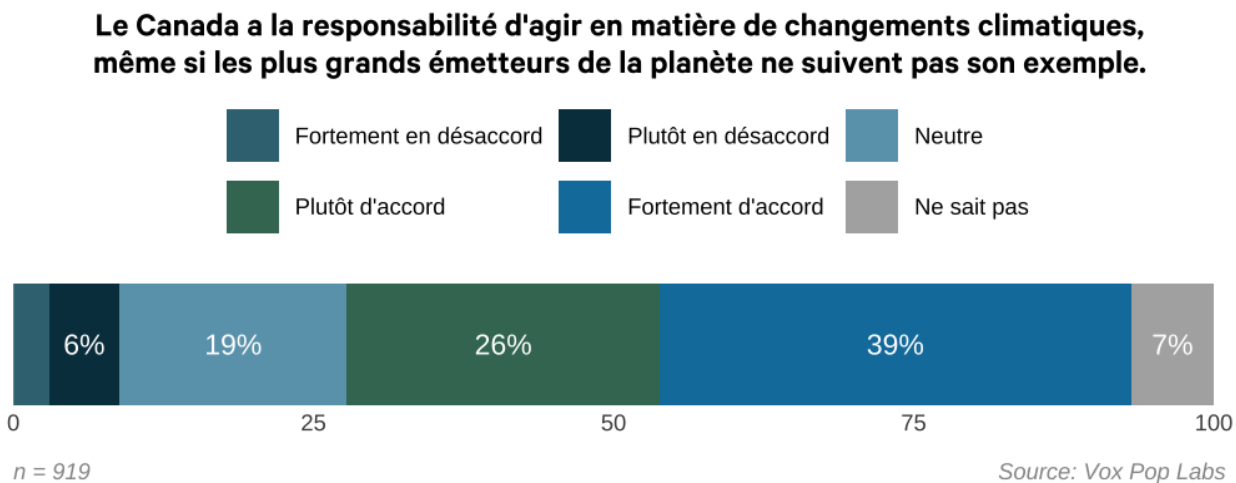


Figure 11 (Q34)

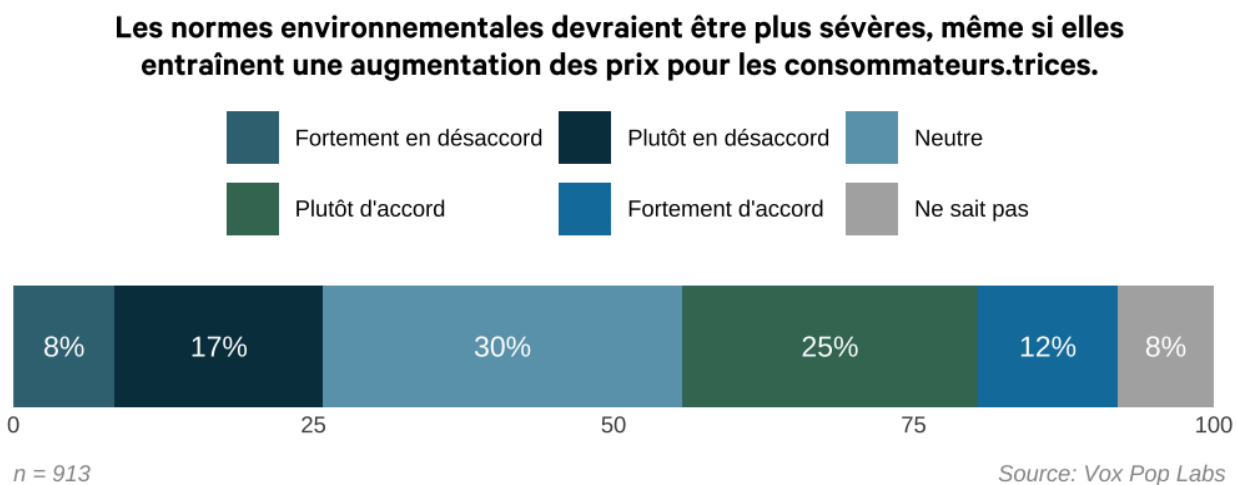


Figure 12 (Q26)

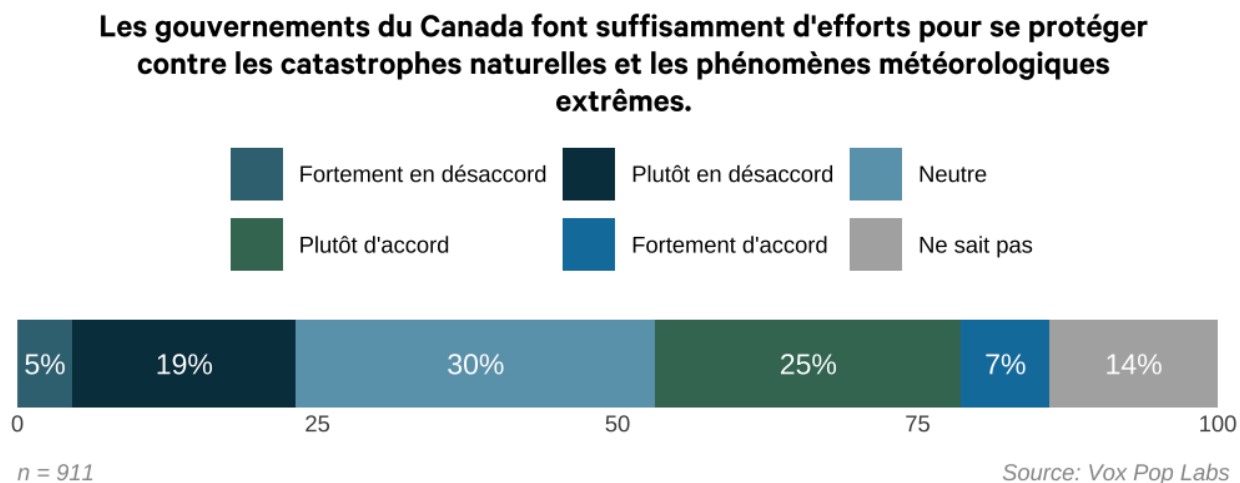


Figure 13 (Q40)

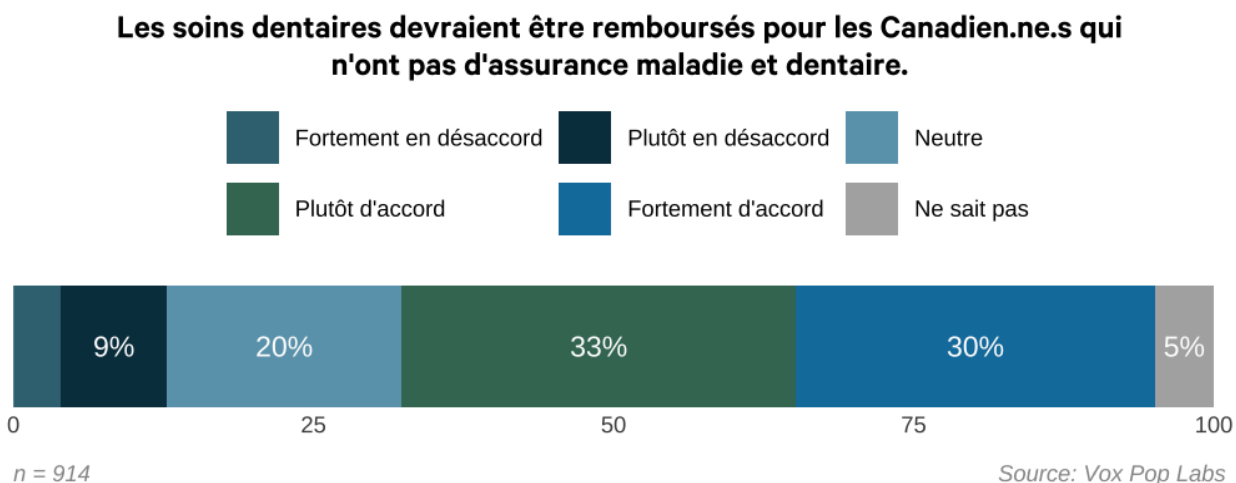


Figure 14 (Q79)

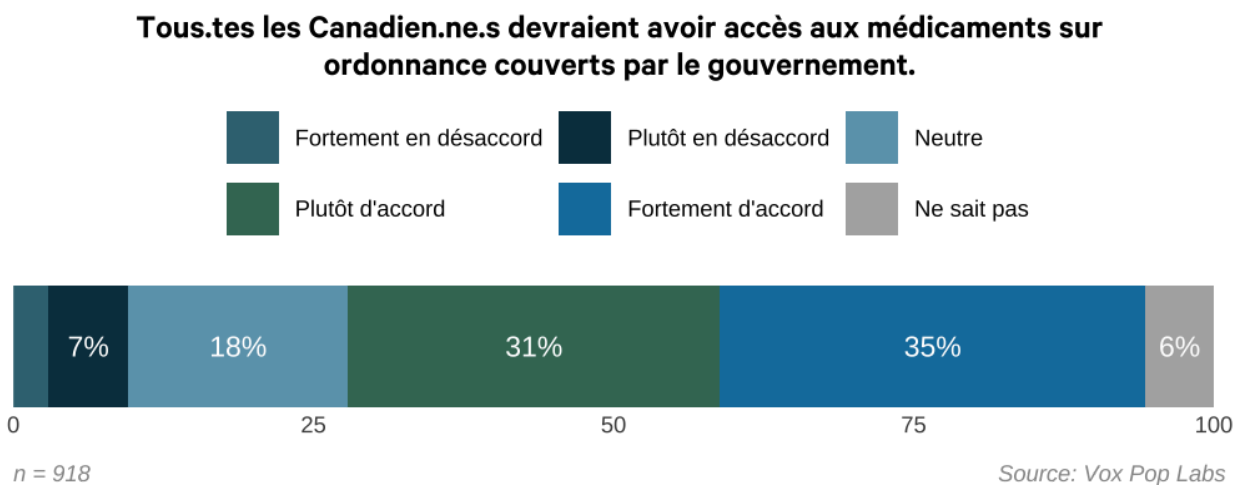


Figure 15 (Q43)

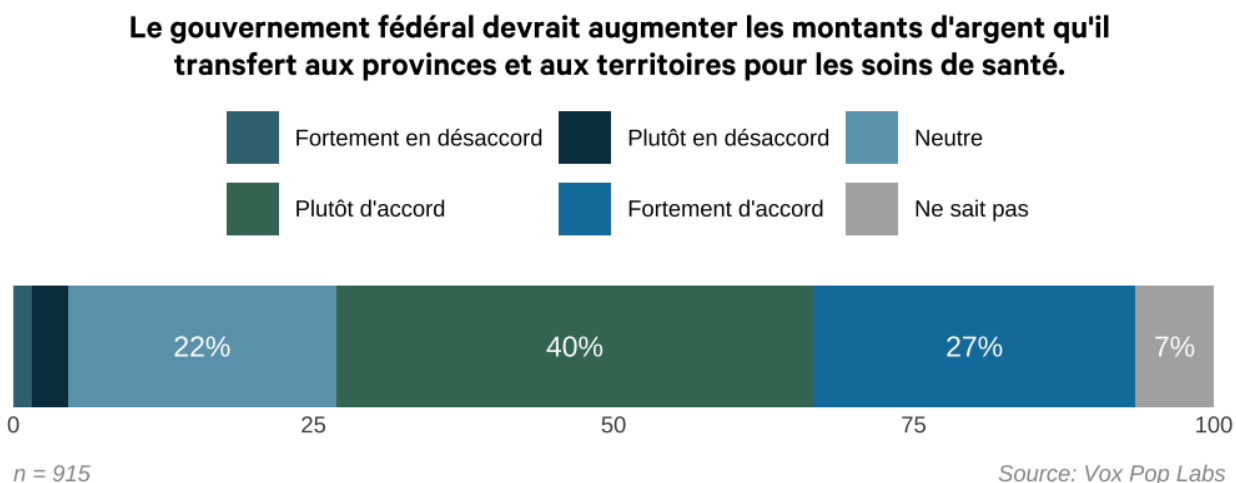


Figure 16 (Q19)

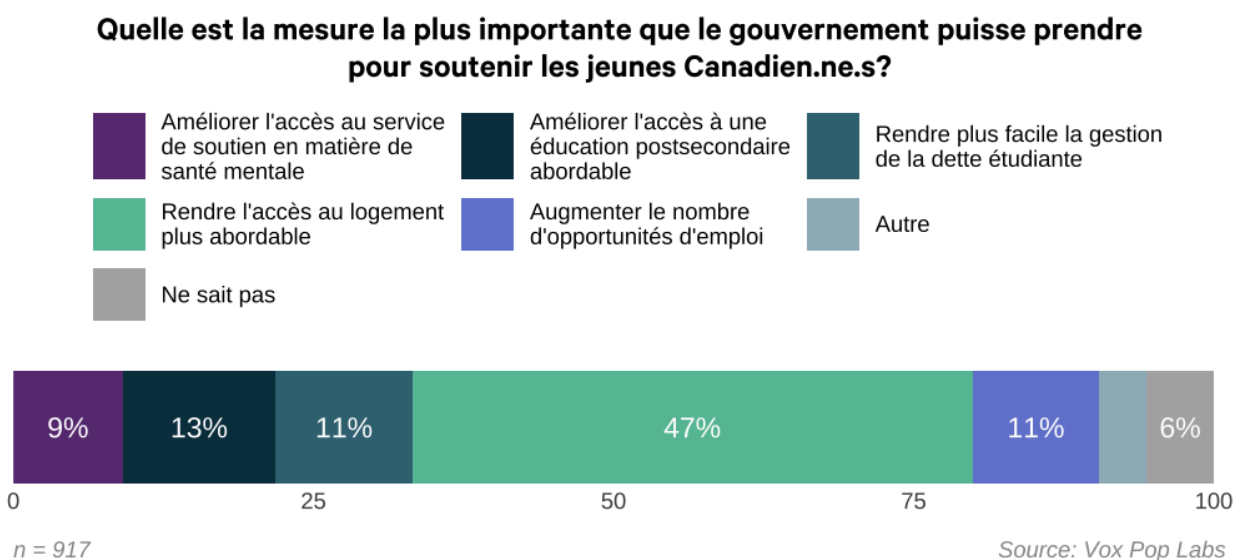


Figure 17 (Q23)

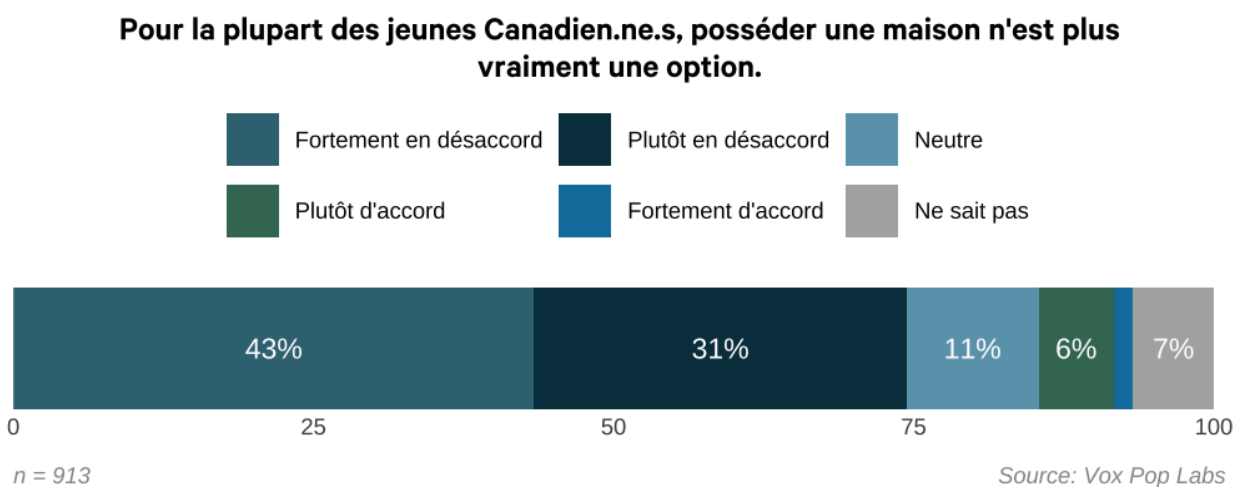


Figure 18 (Q55)

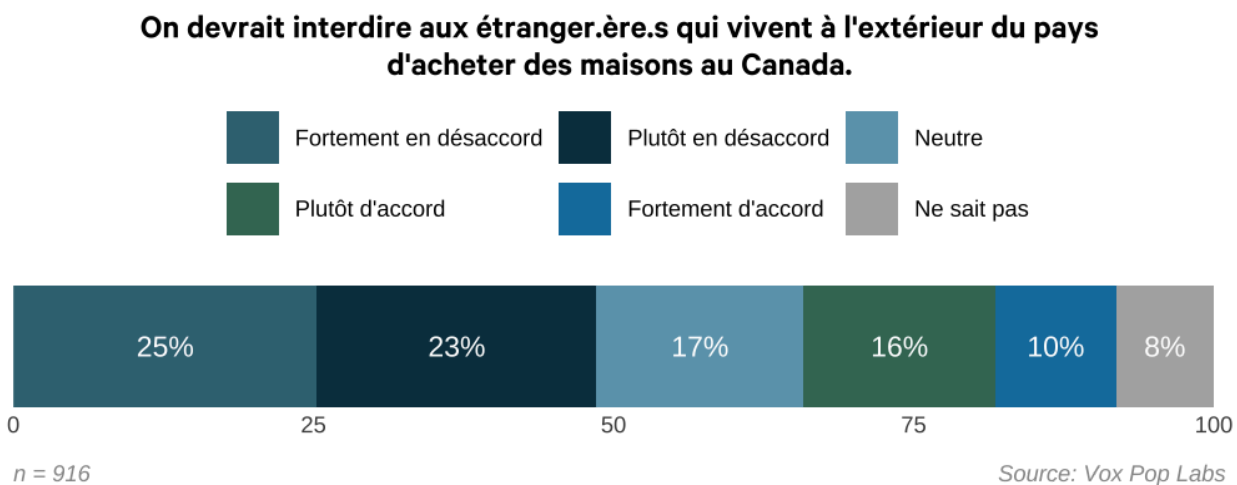


Figure 19 (Q67)

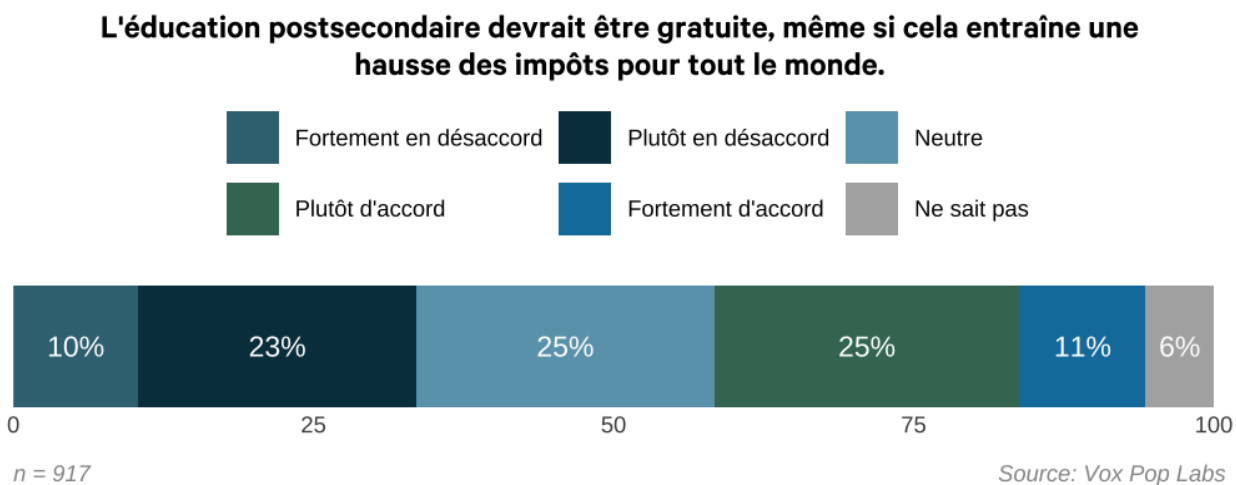


Figure 20 (Q82)

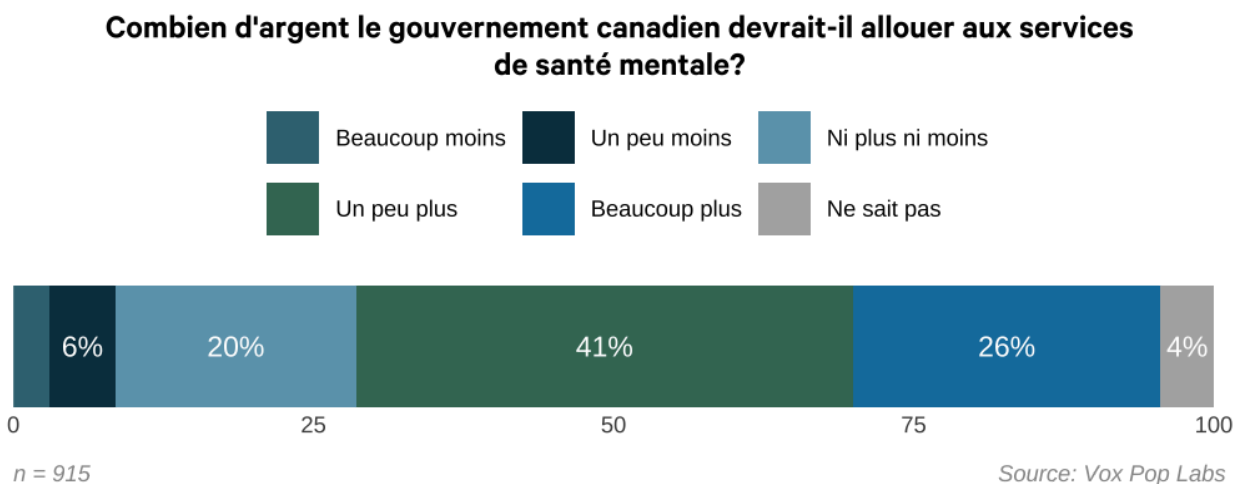


Figure 21 (Q93)

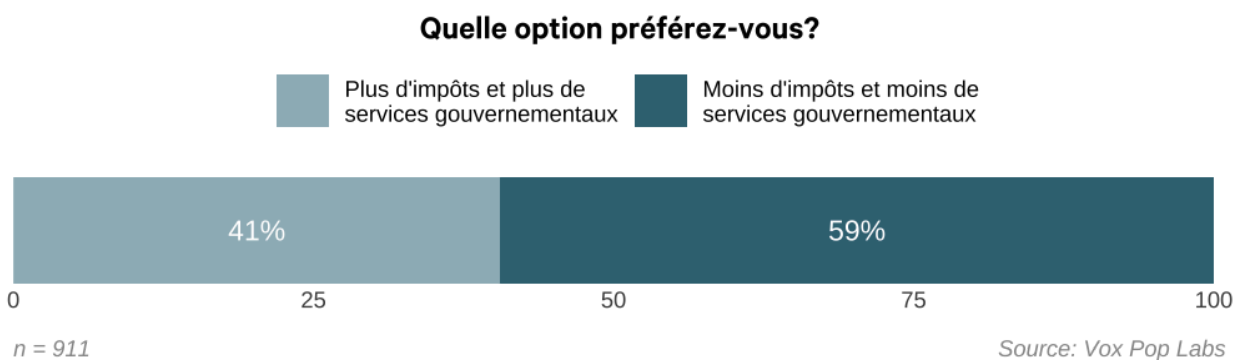


Figure 22 (Q28)

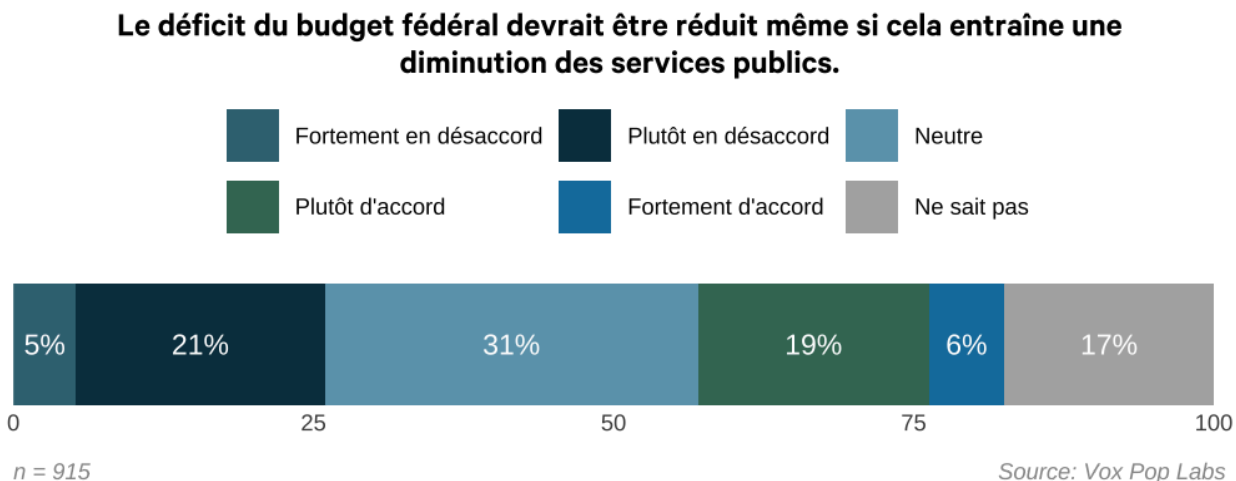


Figure 23 (Q61)

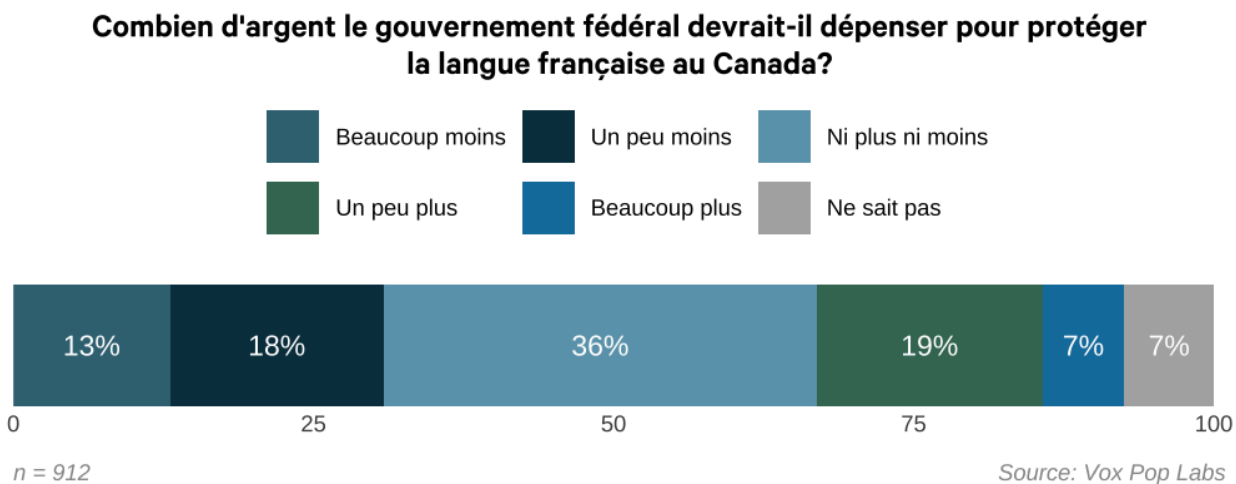


Figure 24 (Q58)

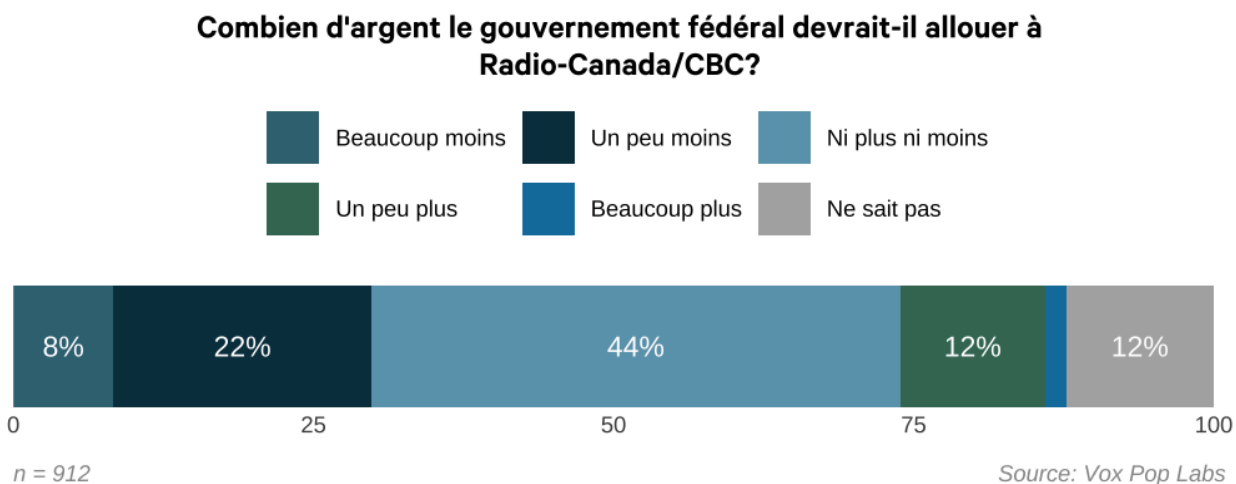


Figure 25 (Q70)

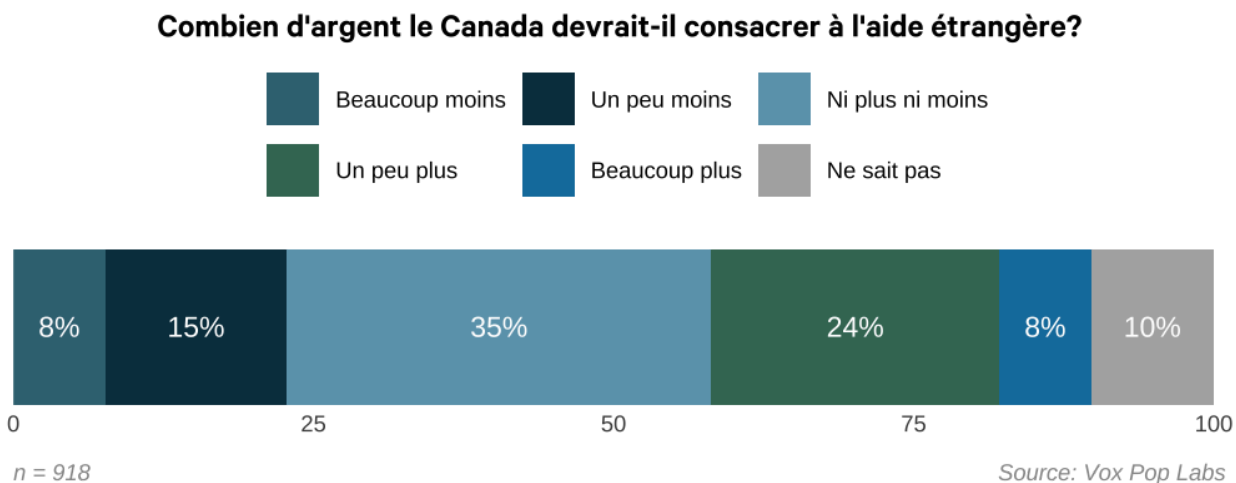


Figure 26 (Q88)

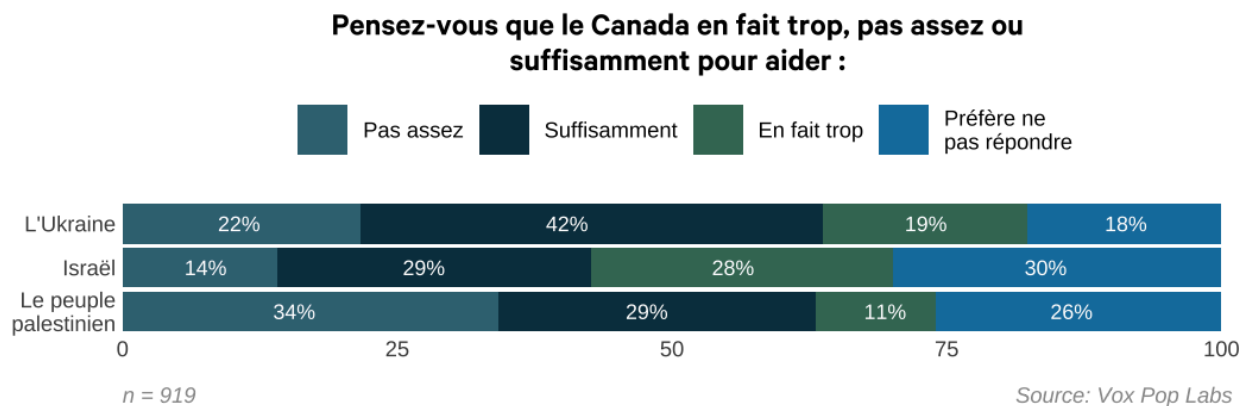


Figure 27 (Q73)

Les politiques du gouvernement fédéral sont davantage responsables de l'augmentation du coût de la vie que les prix abusifs demandés par les grandes entreprises.

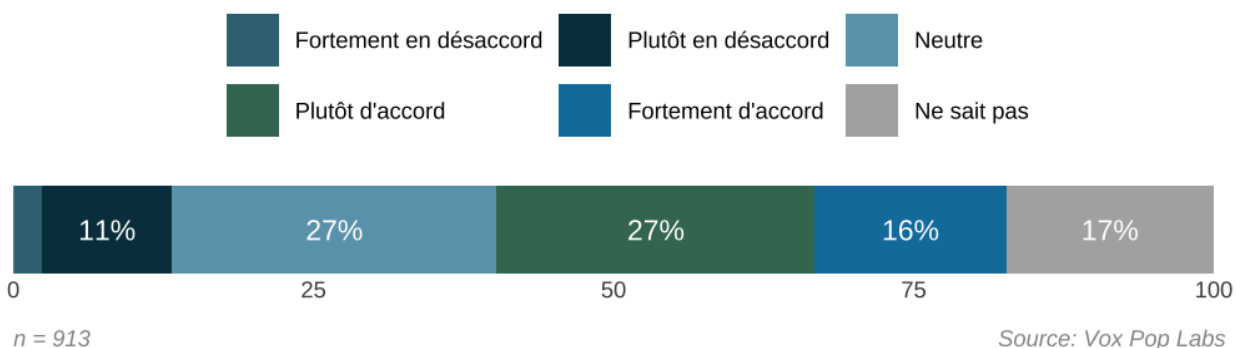


Figure 28 (Q76)

La meilleure façon de s'attaquer à la crise du coût de la vie est de réduire les impôts.

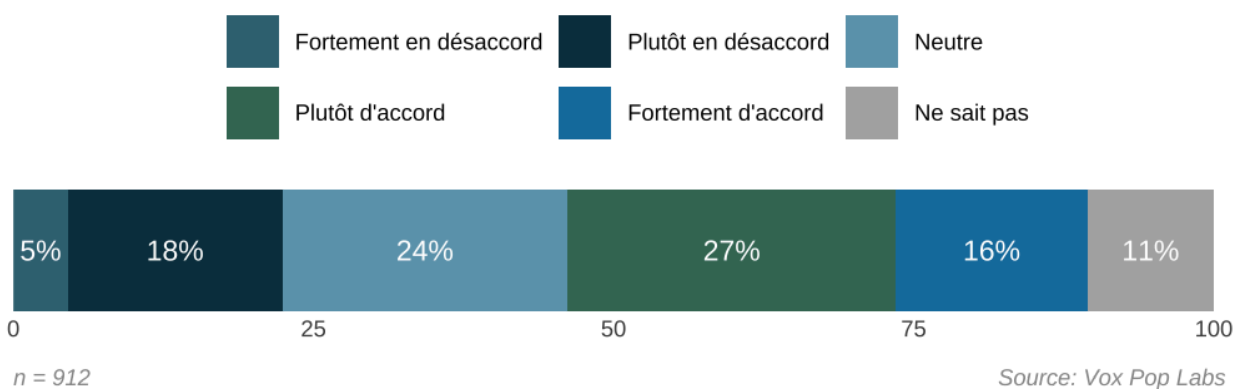


Figure 29 (Q21)

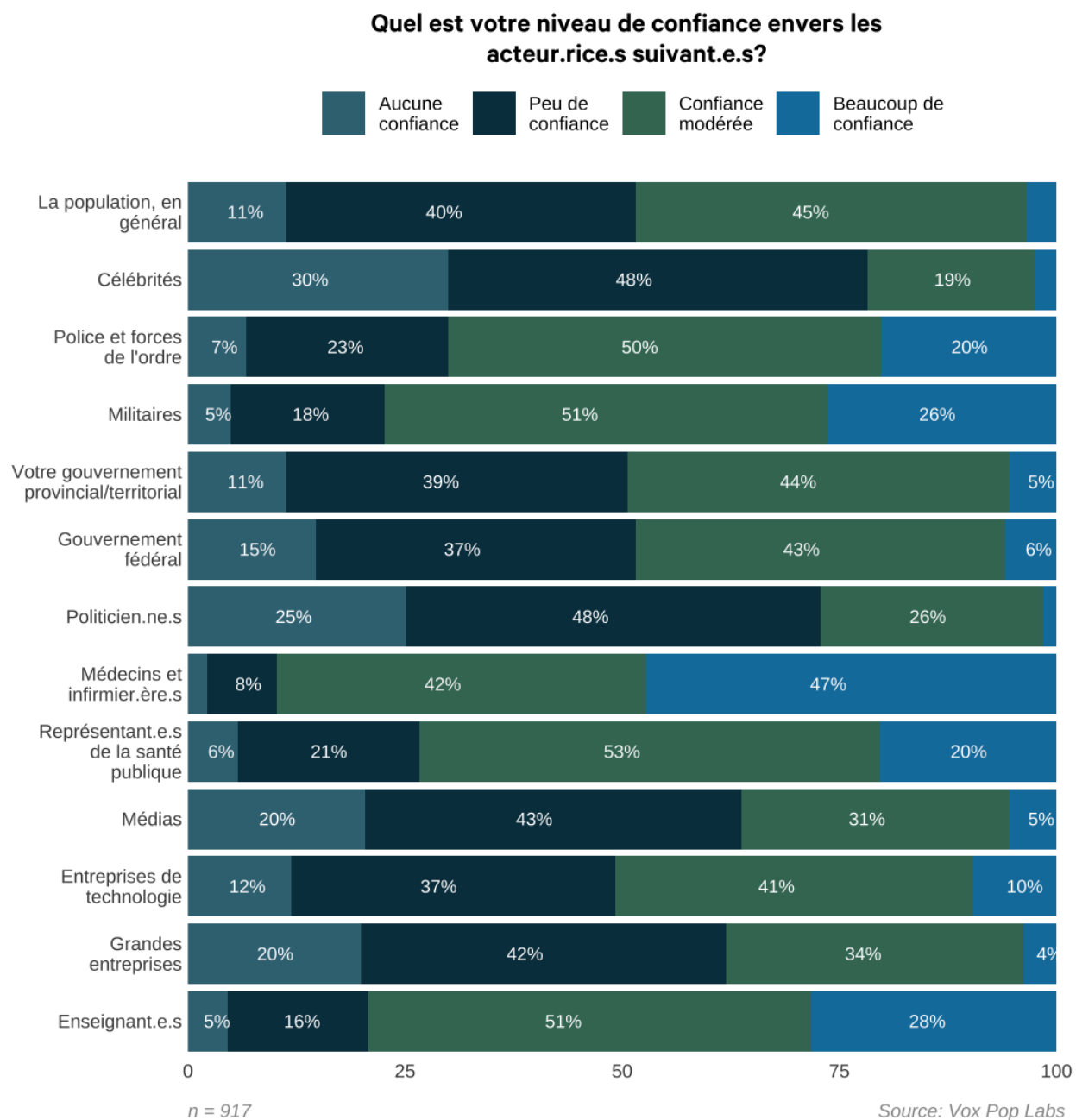
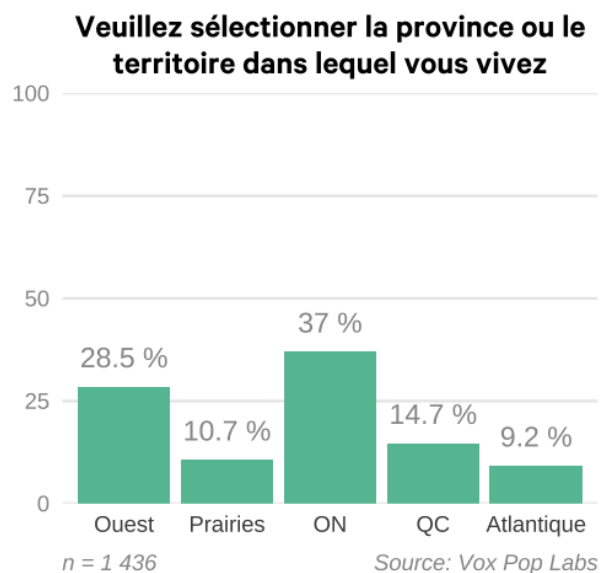


Figure 30 (Q97)

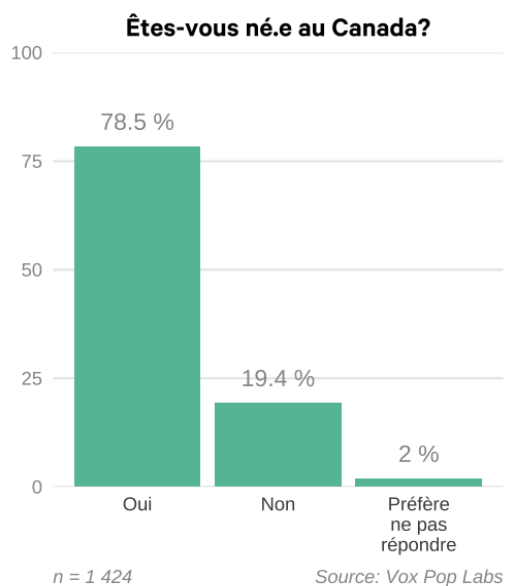


Profil démographique (avant pondération)

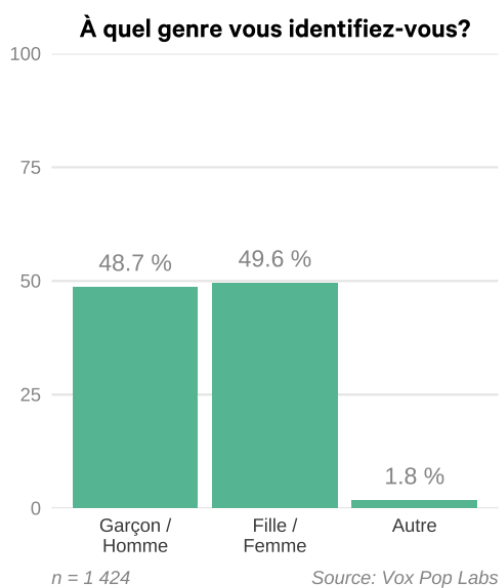
Province



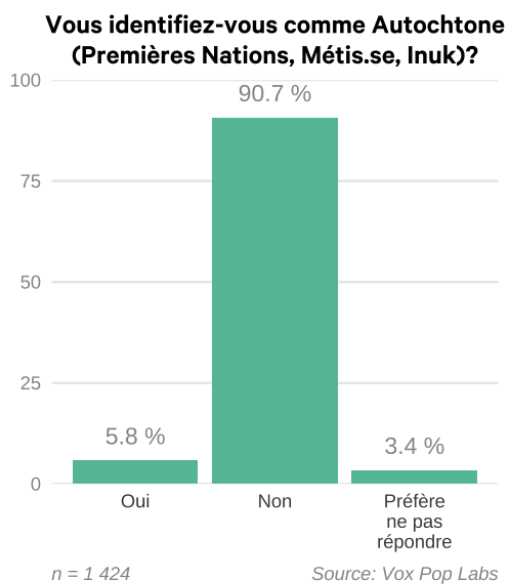
Lieu de naissance



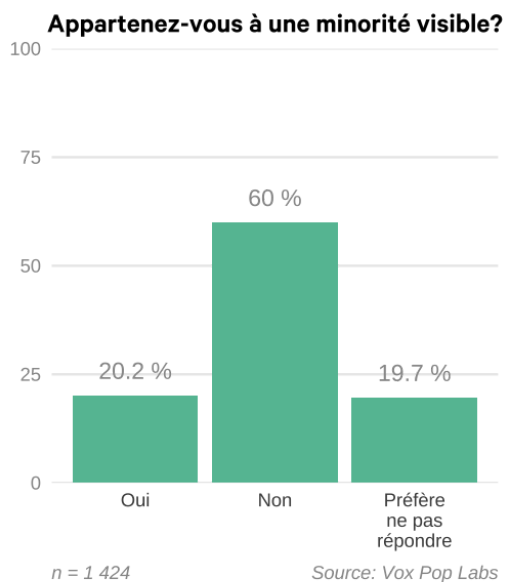
Genre



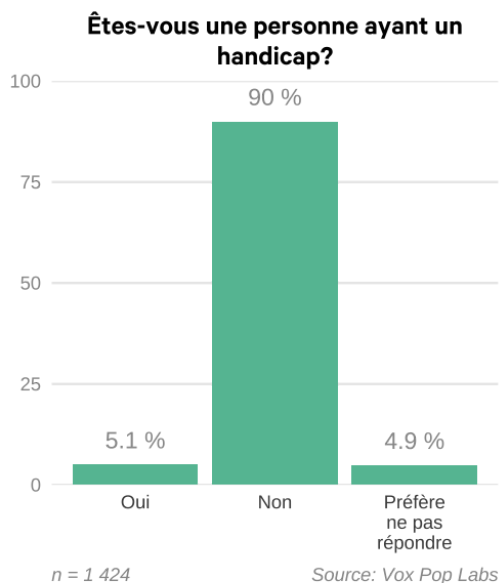
Autochtones



Minorités visibles



Handicaps



Langue

